

La vidéo, un instrument de paix au Liban



La culture fruitière empiète sur les terres utilisées par les bergers d'Arsaal, au Liban. (Shadi Hamadeh)

2004-04-30

par Scott Foster

Dans les hautes terres peu peuplées du Liban, une méthode arabe utilisée de longue date pour régler les litiges a pris un virage technologique depuis que les caméras vidéo aident le *majlis*, ou conseil traditionnel, à faire son travail. Les caméras facilitent le dialogue entre les groupes impliqués dans une vieille dispute territoriale dans le village d'Arsaal; c'est là un pas important vers l'adoption d'une solution viable pour la gestion des ressources naturelles fragiles de la région.

Depuis des décennies, les villageois d'Arsaal étaient empêtrés dans un conflit sur l'utilisation et l'entretien des pentes occidentales du massif, tout proche, de l'Anti-Liban. Les pics arrondis de cette chaîne de montagnes longent, à l'Est, la frontière syrienne, tandis qu'à l'Ouest, au-delà de la large vallée de Bekaa, le mont Liban, courant parallèlement le long de la mer Méditerranée, domine Beyrouth.

Avant 1950, la plupart des Arsaalis étaient des bergers nomades qui menaient leurs troupeaux de chèvres et de moutons paître dans des pacages s'étendant sur 300 kilomètres carrés. Les pics argentés de l'Anti-Liban, culminant à 2 000 mètres, veillent sur le paysage stérile dont les versants escarpés et les sols minces, ponctués de falaises et d'affleurements rocheux où surgissent des forêts clairsemées et quelques arbres nains, ont dicté à ce peuple de nomades ses établissements précaires et sa vocation pastorale.

Mais une transition économique, survenue au début des années 1950, a entraîné une plantation massive d'arbres fruitiers à noyaux. Il est vite apparu que la culture fruitière allait être plus profitable que la garde des troupeaux, si bien qu'aujourd'hui Arsaal compte plus de deux millions d'abricotiers et de cerisiers. Mais en plantant les arbres cultivés en sec qui leur ont valu leur nouvelle prospérité, les fruiticulteurs ont fragmenté des terres considérées depuis toujours comme propriété commune. Les pâturages sont devenus moins accessibles aux bergers qui ont dû se rabattre sur des terres marginales ou de grands pâturages libres situés plus loin au centre et au sud de la Bekaa. L'érosion du sol est aussi devenue un sérieux problème, à mesure que les fruiticulteurs ont remplacé par des arbres la végétation naturelle des versants et que les bergers ont provoqué le surpâturage des pacages restants.

Le chaos comble le vide du pouvoir

L'effet pervers de ces priorités concurrentielles a été exacerbé lorsque des gens de l'extérieur sont venus former des partenariats avec les villageois en vue d'exploiter des carrières de pierres dans la région. Les pierres sont très en demande pour les nouveaux édifices de la reconstruction d'après-guerre au Liban et l'exploitation a déclassé la fructiculture comme activité lucrative. Toutefois, cette activité a également des effets désastreux sur des pans entiers des contreforts arides : elle soulève une épaisse poussière qui se dépose sur les arbres et les bêtes. En outre, elle nuit aux rares sources d'eau potable que se disputent déjà les bergers et les fructiculteurs.

La perturbation du système pastoral qui caractérisait la région est tout simplement chaotique, affirme Shadi Hamadeh, chercheur principal du projet [Amélioration durable de terres marginales au Liban](#), présentement en cours à Arsaal. Ce projet de collaboration est géré par l'[Université américaine de Beyrouth \(AUB\)](#) et parrainé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI).

Ce qui aggrave encore les conflits sur l'utilisation des terres, poursuit Hamadeh, c'est le fait que depuis 35 ans et pendant les vingt années qu'a duré la guerre civile au Liban, Arsaal n'a pas eu de gouvernement municipal. Comme dans d'autres régions du pays, les structures de gouvernance normales dans toute société se sont effondrées. Étant donné le vide du pouvoir qui en a résulté, il n'y avait personne pour autoriser ou refuser l'utilisation de terres. Aussi est-il arrivé que des entrepreneurs s'emparent de la terre qu'ils convoitaient et en chassent les utilisateurs séculaires.

« Certaines communes ont été transformées en cerisaiers », explique Hamadeh. « Certaines terres domaniales ont été expropriées pour qu'on puisse y exploiter des carrières de pierres. Souvent, ces événements ont coïncidé avec des périodes marquées par l'absence d'autorités locales. Pour dire les choses simplement, il n'y avait personne pour régler. »

Le retour de la paix et de l'ordre

Le retour de la paix et de l'ordre au Liban s'est accompagné de l'adoption de nouvelles lois. En 1998, pour la première fois depuis 1963, de nouveaux conseils municipaux étaient élus. Avec ces nouvelles lois, les terres ont été assujetties à des règlements de zonage. Les autorités locales qui, avant la guerre, se seraient laissés guider par les utilisations traditionnelles des terres, pouvaient désormais jouer un rôle plus important dans les processus de développement.

Parallèlement, après 35 ans de foire d'empoigne, les Arsaalis ont commencé à se rendre compte que leur conseil municipal, même s'il manquait d'expérience, entrevoyait un moyen de réduire les conflits accumulés entre les bergers, les fructiculteurs et les carriers sur l'utilisation des ressources naturelles locales.

« La relance des activités de la municipalité locale a redonné naissance à un consensus politique parmi les villageois, les incitant à s'asseoir ensemble pour parler du problème de l'utilisation des terres », souligne Hamadeh. « C'est ce qui a déclenché le processus de résolution du litige. »

À cela s'est ajouté le concours de l'Association pour le développement rural d'Arsaal (ARDA), une organisation non gouvernementale (ONG) qui a « bien saisi le problème et facilité la discussion », précise le chercheur.

En collaboration avec les principaux intéressés dans ce conflit, l'ARDA et les chercheurs de l'AUB ont mis sur pied un réseau des utilisateurs locaux, fondé sur une stratégie de communication participative inspirée des *majlis* arabes, ou conseils traditionnels. Il repose

principalement sur l'interaction face-à-face. En même temps, les chercheurs de l'AUB travaillent avec la municipalité d'Arsaal à l'élaboration de stratégies d'utilisation durable des terres.

Faire de la vidéo pour régler les conflits

Une des conclusions de l'étude est particulièrement intéressante, rapporte Hamadeh : le dialogue face-à-face du *majlis* constitue le point de départ de la résolution du conflit, mais deux récentes vidéos, qui devaient fournir des détails sur les problèmes des villageois, ont trouvé une utilisation directe à Arsaal. Le *majlis* aurait sans doute fini par proposer une solution, mais les vidéos ont accéléré les choses.

« En participant à tout le processus de la production de la vidéo, les gens se sont montrés beaucoup plus francs », confie Hamadeh.

Les bergers et les fruiticulteurs s'étaient sentis exclus de la structure du pouvoir local et ils s'en méfiaient. Ils avaient le sentiment de ne pas avoir eu leur place dans les événements des cinq dernières décennies et certains pensaient même que les factions familiales membres du conseil municipal, qui profitaient de la nouvelle économie d'Arsaal, pourraient se retourner contre eux. Toutefois, dans l'atmosphère polie des réunions officielles du *majlis*, ils ne se sont pas sentis à l'aise d'aborder ces questions. Devant l'impossibilité de faire état de leur véritable situation, certaines personnes et certains groupes ont cru qu'ils n'avaient aucune chance dans les négociations sur l'utilisation des terres.

Devant la caméra, pourtant, ils ont dit sans détours ce qu'ils pensaient. Pour eux, les lentilles étaient des objets neutres et, en dehors des rencontres face-à-face, ils n'avaient pas à faire montre de la même politesse que celle qui est de mise dans les réunions du *majlis*. La plupart ont fait valoir leur opinion. Lorsque d'autres Arsaalis impliqués dans le litige ont visionné les deux documentaires, ils se sont rendu compte qu'il existait d'autres points de vue que le leur, tout aussi valables. Les vidéos ont été un outil précieux pour susciter la discussion et accroître la sensibilisation parmi des personnes et des factions fort différentes.

« Nous nous sommes rendu compte que, même si nous savions que ces conflits existaient, nous n'en connaissions pas vraiment la nature », dit encore Hamadeh. « S'agissait-il d'un problème de régime foncier ? Ou d'un conflit qui avait toujours existé entre différents clans ? En amenant les gens à exprimer clairement leur opinion sur ce conflit, nous avons eu l'assurance que le problème ne concernait pas seulement les clans. »

La recherche pour le développement

Reste, pour Hamadeh et ses collègues, à inclure l'information recueillie pendant ces huit années de recherche dans les facteurs politiques, économiques et sociaux qui touchent le village; dans les pratiques culturelles et les modes d'utilisation des terres; et dans les méthodes de conservation du sol et de l'eau pour en arriver à des solutions concrètes. Déjà, dans le volet du projet qui porte sur la mise au point de techniques de récolte et d'irrigation, un système d'information géographique (SIG) a permis de repérer l'endroit idéal où construire éventuellement des réservoirs d'eau et la cartographie de télédétection aide à agrandir et à améliorer la carte des types de sol et du circuit de l'écoulement des eaux.

« Mais ce n'est pas assez pour la collectivité », fait valoir Hamadeh. « La prochaine étape consistera à construire les réservoirs. »

Entre-temps, Hamadeh a presque terminé la rédaction d'un ouvrage sur les défis entourant l'utilisation des terres arides au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Le livre s'inspire de l'histoire d'Arsaal et résumera les huit années de recherche de l'AUB, évaluera l'incidence du projet sur la collectivité et l'élaboration de politiques, et dressera la liste des succès obtenus et des enseignements à retenir. De fait, des représentants du gouvernement libanais voient déjà l'expérience d'Arsaal comme un modèle de résolution des conflits sur les ressources dans le reste du pays.

Scott Foster est rédacteur pigiste à Ottawa.

Recherche : Keane J. Shore, rédacteur pigiste établi à Ottawa.

Renseignements

Shadi Hamadeh, Président, Département de zootechnie, Université américaine de Beyrouth (AUB), PO Box 11-0236, Riad El-Solh, Beyrouth 1107 2020, Liban; tél. : 961-1-350000, poste 4458; téléc. : 961-1-744460; courriel : shamadeh@aub.edu.lb